



Hoche

Expertise Comptable
Commissariat aux Comptes

***RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Exercice 2024***

ASS. FREDERIC SEVENE
Exercice clos le 31 Décembre 2024

HOCHÉ & Associés BORDEAUX

6, Rue René Martrenchar - 33150 CENON - Tél. : 05.57.54.33.70 - Fax : 05.57.54.33.71
Immeuble Le Roof - 960 avenue de l'Europe - 33260 LA TESTE DE BUCH - Tél. : 05.57.52.89.89 - Fax : 05.57.52.89.90
e-mail : cenon@hoche.com - Site : www.hoche.com
SARL au capital de 80.000 € - 440 265 916 RCS BORDEAUX

**Association de Prévention Spécialisée
FREDERIC SEVENE**

*Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901
Déclarée le 17 juillet 1962 à la Préfecture de la Gironde sous le numéro 7268
Siret : 78202190100049
Siège Social : 294 Rue Frédéric Sévène 33 400 TALENCE*

Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

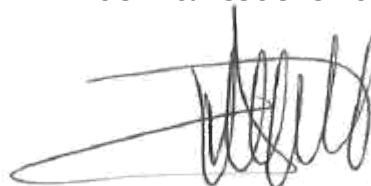
Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Cenon,
Le 3 juin 2025

**Le Commissaire aux comptes
HOCHÉ & ASSOCIÉS BORDEAUX**

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. Jousset', with a large, sweeping horizontal stroke underneath.

Jacques JOUSSET

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice 2024***

ASS.FREDERIC SEVENE
Exercice clos le 31 Décembre 2024

HOCHÉ & Associés BORDEAUX

6, Rue René Martrenchar - 33150 CENON - Tél. : 05.57.54.33.70 - Fax : 05.57.54.33.71
Immeuble Le Roof - 960 avenue de l'Europe - 33260 LA TESTE DE BUCH - Tél. : 05.57.52.89.89 - Fax : 05.57.52.89.90
e-mail : cenon@hoche.com - Site : www.hoche.com
SARL au capital de 80.000 € - 440 265 916 RCS BORDEAUX

Association de Prévention Spécialisée
FREDERIC SEVENE

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

Déclarée le 17 juillet 1962 à la Préfecture de la Gironde sous le numéro 7268

Siège social : 294 Rue Frédéric Sévène 33400 TALENCE

Siret 78202190100049

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de prévention spécialisée FREDERIC SEVENE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CENON,
Le 3 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
HOCHÉ & ASSOCIES BORDEAUX



Jacques JOUSSET
Associé

[illegible]

Compte de résultat

Association Frédéric Sévene

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Arrêté au : 31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens	1 362,07	0,25	321,48	0,05	1 040,59	323,69
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services						
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	1 362,07	0,25	321,48	0,05	1 040,59	323,69
Concours publics et subvt° exploitation						
Subventions d'exploitation	555 819,00	100,00	656 531,00	100,00	-100 712,00	-15,34
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	555 819,00	100,00	656 531,00	100,00	-100 712,00	-15,34
Reprises/prov. & amort, transf. de charge			33 466,98	5,10	-33 466,98	-100,00
Utilisations des fonds dédiés	111 765,61	20,11	67 030,67	10,21	44 734,94	66,74
Autres produits	10 461,15	1,88	8 849,21	1,35	1 611,94	18,22
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	679 407,83	122,24	766 199,34	116,70	-86 791,51	-11,33
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	86 258,34	15,52	99 660,30	15,18	-13 401,96	-13,45
Impôts, taxes et versements assimilés	16 661,47	3,00	43 798,59	6,67	-27 137,12	-61,96
Salaires et traitements	358 260,66	64,46	366 192,33	55,78	-7 931,67	-2,17
Charges sociales	131 795,05	23,71	113 412,85	17,27	18 382,20	16,21
Dotations aux amortissements	21 400,01	3,85	21 951,92	3,34	-551,91	-2,51
Autres charges	261,05	0,05	50,06	0,01	210,99	421,47
Dotations aux provisions			1 569,02	0,24	-1 569,02	-100,00
Report en fonds dédiés	7 549,57	1,36			7 549,57	
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	622 186,15	111,94	646 635,07	98,49	-24 448,92	-3,78
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	57 221,68	10,30	119 564,27	18,21	-62 342,59	-52,14
Produits financiers						
Produits financiers de participations	377,00	0,07	180,00	0,03	197,00	109,44
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfet de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	377,00	0,07	180,00	0,03	197,00	109,44
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions			8 000,00	1,22	-8 000,00	-100,00
Intérêts et charges assimilées	7 754,59	1,40	8 347,34	1,27	-592,75	-7,10
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	7 754,59	1,40	16 347,34	2,49	-8 592,75	-52,56
RESULTATS FINANCIERS	-7 377,59	-1,33	-16 167,34	-2,46	8 789,75	-54,37
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	49 844,09	8,97	103 396,93	15,75	-53 552,84	-51,79
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital	8 149,37	1,47	11 155,67	1,70	-3 006,30	-26,95
Reprises/provisions et transfert de char	8 000,00	1,44			8 000,00	
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	16 149,37	2,91	11 155,67	1,70	4 993,70	44,76
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion			35,00	0,01	-35,00	-100,00
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI			35,00	0,01	-35,00	-100,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	16 149,37	2,91	11 120,67	1,69	5 028,70	45,22

Compte de résultat

Association Frédéric Sévene

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

[illegible]

Compte de résultat

Association Frédéric Sévene

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024[illegible]

ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE FREDERIC SEVENE



**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

I - REGLES ET METHODES COMPTABLES

I.1 - PREAMBULE

Désignation de l'association : Association Frédéric Sévène

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

L'exercice précédent, clos le 31/12/2023, avait une durée de douze mois.

Le budget 2024 alloué par le Département de la Gironde s'élève à **562 819 euros, dont 12 000 euros en Produits Constatés d'Avance (5 000 euros pour les actions collectives 2025 et 7 000 euros pour l'évaluation 2026).**

Le total du bilan avant répartition est de **717 625,77 euros.**

Le résultat net comptable est un excédent de **65 993,46 euros.**

Les notes et tableaux ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

I.2 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes de l'exercice 2024 ont été établis en application des nouvelles règles du Plan Comptable Général et des modalités spécifiques d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation soit :

- Le règlement n°2018-06 de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) relatif à la comptabilité des associations a été homologué par arrêté publié au JO (Journal Officiel) du 30 décembre 2018.
- Le règlement N° 2019-04 du 08 novembre 2019, relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ce règlement a été homologué par arrêté du 26 décembre 2019 publié au Journal Officiel du 29 décembre 2019.

Aucune dérogation aux principes et méthodes comptables ci-dessus définis n'a été mise en œuvre au cours de l'exercice.

Il est fait application du règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et du règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Conformément à la réglementation comptable, il a été décidé de ne pas modifier le plan d'amortissement des éléments décomposables et non décomposables de l'actif ; les amortissements sont maintenus à leur valeur d'usage.

Informations significatives relative aux comptes annuels

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Il est précisé que pour se conformer aux règles comptables en matière d'engagement, il a été comptabilisé :

- Une provision pour congés payés correspondant au coût salarial des congés payés dus à la date du 31 décembre 2024. Le montant de cette provision s'élève à **32 289,08 euros** contre 27 411,38 euros en 2023.
- La provision pour départ à la retraite a été augmentée de **1 187,50 euros** en 2024 (prime Ségur) et diminuée d'une provision pour départ à la retraite de **6 123,75 euros**. Les indemnités de départ à la retraite sont financées par la tutelle.

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantages en nature annuelles des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'élèvent à **72 826,92 euros**.

I.1 – INFORMATIONS GENERALES

• Quelques dates dans la vie de Frédéric Sévène

L'élément fondateur

Rencontre entre un juge des enfants (Mr. Martaguet) et d'un éducateur bénévole (Mr. Brouens), délégué à la liberté surveillée, autour d'une bande de délinquants.

L'éducateur s'est intégré dans la bande, a développé des rencontres et entretiens quotidiens : le club de prévention était né : **L'Association « Les amis du club Frédéric Sévène » fut constituée le 17 Juillet 1962 au 1, chemin de Leysotte – Talence.**

6 Juillet 1963 - Avec les jeunes, encadrés par les entreprises et les éducateurs, construction du local rue Ambroise Paré, à 21h le club ouvrait, très officiellement ses portes (120 jeunes emplissaient le local).

26 juin 1964 - L'activité du club est reconnue comme une activité de Prévention contre l'inadaptation sociale de la jeunesse par l'Etat.

1971 - Modification des statuts de l'association pour intégrer l'accompagnement des plus jeunes (avant c'était 14-20ans) et pour élargir le Conseil d'administration à 25 membres.

4 Juillet 1972 - Dans le cadre du décret du 4 juillet 1972, agrément de l'Association par la D.A.S.S. le 14 mai 1973 sur le territoire de Talence, pour 10 ans, renouvelable.

5 juin 1974 - Convention entre le Département de la Gironde (Direction de l'action sanitaire et sociale) et les associations de prévention spécialisée.

1975 -Regroupement des clubs et équipes de prévention au sein d'une Fédération départementale et adhésion au CNL (Comité National de liaison- C.N.L.A.P.S.).

1978 - Adoption de nouveaux statuts => de « Amis du Club Frédéric Sévène » nous devenons « Club Frédéric Sévène » et le siège social est transféré Résidence Crespy II. Adoption d'un nouveau règlement intérieur.

1981 - Circulaire du 23/01/1981 – Réforme de l'aide sociale à l'enfance.

4 février 1985 - Convention entre le Département de la Gironde et les associations de prévention spécialisée ;

21 Mai 1991 – Agrément par le Ministère de la Jeunesse, des Sports.

Avril 1992 - Déménagement du siège social et intégration dans la tour B de Raba.

1997-2002 - Charte Départementale de la Prévention Spécialisée en Gironde. Renouvellement de la Convention entre le Département de la Gironde et les associations de prévention spécialisée.

1999 - Rédaction du nouveau projet associatif.

2003-2007 - Charte Départementale de la Prévention Spécialisée en Gironde.

Juin 2003 - Nouveau siège social au 244 avenue de Thouars – 33400 Talence. Le Club Frédéric Sévène devient « l'Association Frédéric Sévène ».

7 octobre 2004 – Agrément Jeunesse et de l'Éducation Populaire par le Ministère de la Jeunesse, des sports et de la vie associative.

Novembre 2008 - Acquisition du siège social actuel au 294 rue Frédéric Sévène – 33400 Talence - Déménagement au nouveau siège social.

2009 -Inauguration du nouveau siège social. Modifications des statuts. Création du site internet par ARPALINE.

2013 -2016 - Charte Départementale de la Prévention Spécialisée en Gironde.

2013-2017- Réécriture du projet de service pour 5 ans.

30 juin 2014 - Avenant d'habilitation.

2015 - Evaluation externe avec le cabinet GConsultant.

2016 – Refonte du règlement intérieur.

2017-2024 - Schéma Départemental de la Prévention Spécialisée en Gironde.

2018 -2024- Réécriture du projet de service pour 5 ans.

Lancement de la démarche RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données personnelles).

2019 - Evaluation interne avec le cabinet Gconsultant.

2020 - Année COVID 19 : 2 confinements, 2 protocoles de fonctionnement pour les salariés (télétravail)

- Renouvellement d'autorisation de fonctionnement par le Département.

- Mise en place du nouveau règlement comptable (règlement N°2019-04 du 8.11 2019).

2021 - Mise en place d'un nouveau compte-rendu de mission biannuel adressé au Département.

- Le projet « recherche-action sur l'occupation des espaces publics de Talence au prisme du genre » a été retenue par le Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et nous avons reçu un prix de 5 000 euros.

- Démarrage en octobre d'une mission temporaire (2 jours par semaine) du directeur à l'association APSB.

2022 - Fin en avril de la mission temporaire (2 jours par semaine) du directeur à l'association APSB.

-Inauguration de la structure inclusive K'Raba en mai avec rétrocession gratuite à la mairie de Talence le 4 novembre.

-Fête des 60 ans le 30 septembre au parc Chantecler.

-Vote au Conseil Départemental de la Gironde en décembre du nouveau schéma départemental de la prévention spécialisée 2024-2028.

2023 - Embauche d'une assistante de service social en juin 2023

-Mise en place d'une nouvelle organisation d'équipe et de territoire (Découpage de Talence en 5 secteurs)

-Projet Backstreet Girls « les femmes dans la pratique du Street art » en septembre 2023

-Réécriture du projet de service 2023-2027 d'octobre à décembre 2023

2024 -Fin de la mise à disposition du local Jean Monnet par Aquitanis au 1^{er} septembre 2024

-Début d'une mise à disposition d'un nouveau local à Raba en septembre 2024

-Agression de 2 éducateurs sur Thouars lors du travail de rue par un groupes de jeunes sur fond de trafic de stupéfiants. Dépôt de plainte contre X par l'association

• Rappel du but de l'association

Cette association a pour objet la promotion, la gestion et le développement d'Equipes de Prévention Spécialisée et toutes autres actions à but social dans le cadre de la législation en vigueur.

L'Association Frédéric Sévène est mandatée par le Département de la Gironde pour prévenir les phénomènes de marginalisation et de décrochage social des jeunes de 11 à 25 ans sur les territoires où se manifestent des risques d'inadaptation sociale (Article L.121-2 du Code de l'action sociale et des familles). Elle intervient sur la totalité de la commune de Talence.

Au 31 décembre 2024, l'effectif de l'Association est de 14 (permanents et non permanents).

Il représente 10,6 ETP (équivalent temps plein) dont 6,5 ETP pour l'équipe éducative répartie en 5 secteurs (Médoquine, Crespy, Thouars, Raba, Campus).

• Autres éléments significatifs

Une partie des subventions, extérieures au Département, n'ayant pu être utilisées en 2024, ont fait l'objet d'un report sur 2025 :

⇒ **Politique de la ville : Report de 5 000 euros.**

Les produits financiers perçus à hauteur de 3 358,75 euros sont reversés aux œuvres sociales.

II. NOTE SUR LE BILAN

II.1) Immobilisations

	01/01/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Terrain	40 000			40 000
Bâtiment	226 000			226 000
Installations Techniques matériels et outillages	207 937	6 884	2 460	212 361
Immobilisations Financières	25 383	381		25 764
Total Immobilisations	499 320	7 265	2 460	504 125

II.2) Amortissements

	01/01/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Bâtiment	113 774	7 533		121 307
Installations Techniques matériels et outillages	155 935	13 867	2 460	167 341
Total Immobilisations	269 709	21 400	2 460	288 648

II.3) Produits à recevoir et charges à payer

Produits à recevoir : 3 823,34 euros

Charges à payer : 1 580 euros

II.4) Charges et produits constatées d'avance

Charges constatées d'avance : **10 573,90 euros.**

Produits constatés d'avance : **12 000 euros** soit 2 avances du Conseil Départemental + 5 000 euros pour les actions collectives 2025 et + 7 000 euros pour l'évaluation 2026.

II.5) Variation des fonds propres

Fonds propres au 01/01/2024		460 327
	Excédent 2024	65 993
	Reprise Excédent	-95 442
	Quote-part de subvention virée au résultat	-8 149
Fonds propres au 31/12/2024		422 729

Il est à noter que dans les capitaux propres figurent l'excédent de 2023 en instance d'affectation.

II.6) Etat des provisions et fonds dédiés

Provisions

	01/01/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Provisions pour Risques	8 000		8 000	0
Total	8 000	0	8 000	0

Fonds Dédiés

	01/01/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Engagement Retraite	22 508	1 188	6 124	17 572
Amort.Camion reprise 2024	1 741			1 741
Fonds Subv.Exploit Entretien Véhicule	1 200		1 200	0
Fonds Stagiaires	6 556			6 556
Fonds Quartiers Prioritaires	2 000		2 000	0
Fonds Ministère de l'Egalité	4 000		4 000	0
Fonds Street-Art	3 000		3 000	0
Fonds Formation	2 000			2 000
Fonds Activités Educatives	0	1 362		1 362
Fonds Subvention FIPD Chantier	0	2 000		2 000
Fonds Subvention FIPD Séjour	0	2 000		2 000
Fonds Subvention FIPD Projet	0	1 000		1 000
Total	43 005	7 550	16 324	34 231

II.7) Etat des dettes

Dettes d'exploitation à + d'un an : **140 387,40 euros.**

Dettes d'exploitation à – d'un an : **108 277,50 euros.**

II.8) Charges exceptionnelles : Néant.

II.9) Produits exceptionnels : 16 149,37 euros.

Il s'agit de la quote-part des subventions d'investissement virées au compte de résultat pour 8 149,37 euro et de la reprise de la provision pour litige de 8 000 euros.

III – AUTRES INFORMATIONS

III.1 Résultat 2024

Le résultat net ressort à + 65 993,46 euros au titre de l'exercice 2024.

Il a été comptabilisé en produit la reprise de l'excédent administratif de 2022 pour 95 441,86 euros.

III.2) Honoraires du commissaire aux comptes : 4 272 euros.

III.3) Retraitement du résultat : Voir tableau de retraitement pour la tutelle.

III.4) Contributions volontaires en nature

L'Association a bénéficié de la mise à disposition à titre gratuit du 1^{er} janvier 2024 au 1^{er} septembre 2024 d'un local par le bailleur social Aquitanis dont le siège se situe au 1, avenue André Reinson CS 30 239 - 33028 Bordeaux Cedex

- **Un local dit salle Jean Monnet**, rue Rémi Belleau 33400 à Talence de 46 m² permettant la tenue de réunions cliniques, la mise en place de formations professionnelles et la construction d'ateliers collectifs avec des jeunes.

Ce local bénéficie d'une valorisation 2024 estimée à **1 615 euros** (valeur locative mensuelle charges comprises de 4,24 euros au m² fournie par le bailleur social en 2021).

L'Association a bénéficié de la mise à disposition à titre gratuit du 1^{er} septembre 2024 au 31 décembre 2024 d'un local par le bailleur social Aquitanis dont le siège se situe au 1, avenue André Reinson CS 30 239 - 33028 Bordeaux Cedex

- **Un local dit Raba**, 12 rue Marivaux 33400 à TALENCE BAT E ENT 5-COLOC BUREAUX-RC RES CHATEAU RABA composé d'une pièce principale, un WC PMR, une cuisine, le tout pour une surface de 63.90 m². Le local est affecté par l'emprunteur à l'usage de l'accompagnement sans hébergement de jeunes de 11 à 25 ans.

Ce local bénéficie d'une valorisation 2024 estimée à **2 656 euros** (valeur locative mensuelle charges non comprises de 10,39 euros au m² fournie par le bailleur social en 2024 soit 663,92 euros mensuel hors charges).

L'Association a bénéficié de la mise à disposition à titre gratuit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 de locaux par le bailleur social SA d'HLM DOMOFRANCE dont le siège se situe à Bordeaux, 110 avenue de la Jallère,

- **2 locaux situés dans la résidence Crespy 2, rue Georges Lasserre 33400 à Talence :**

- En Rez de chaussée du **bâtiment 8** résidence Crespy 2 à Talence, d'une surface de 60m² destinés à l'accompagnement sans hébergement de jeunes de 11 à 25 ans.
Ce local bénéficie d'une valorisation annuelle estimée à **7 488 euros** (valeur locative mensuelle charges comprises de 10,39 euros au m² estimée en 2024).
- En Rez de chaussée du **bâtiment 5** résidence Crespy 2 à Talence, d'une surface de 10 m² destinés uniquement au stockage.
Ce local bénéficie d'une valorisation annuelle estimée à **600 euros** (valeur locative mensuelle charges comprises de 5 euros au m² estimée en 2024).

Documents visés par le

Commissaire aux comptes

III.5) Mise à disposition gracieuse de personnel

Le poste de technicien d'entretien, à temps plein sur notre structure, fait l'objet d'un accord avec le Département de la Gironde pour une mise à disposition, avec convention :

- ✓ à l'UBABS en date du 1^{er} janvier 2016 à hauteur de 7H par semaine soit un coût de **9 404 euros** ;
- ✓ à l'APSB en date du 9 septembre 2019 à hauteur de 7H par semaine soit un coût de **9 404 euros** ;